

“Une Belgique à quatre Régions est une Belgique plus simple”

■ Une Région germanophone serait tout aussi viable qu'une Communauté germanophone.

C'est toujours l'impasse au niveau fédéral. La formation d'un gouvernement semble être, pour l'heure, un Graal inaccessible. L'hypothèse d'une nouvelle réforme de l'État, dans les années qui viennent, prend forme. Quelle réforme? Difficile à dire pour l'instant, mais de nombreux interlocuteurs – dont une partie de ceux que *La Libre* a sondés pour sa série “Les contours d'une nation” – souhaitent que les structures de la Belgique soient simplifiées. Du côté flamand, le mot confédéralisme est mis à toutes les sauces sans qu'on sache toujours ce qu'il contient.

Côté wallon, une proposition défendue par plusieurs régionalistes (socialistes comme libéraux, d'ailleurs) préconise de supprimer les communautés pour mettre sur pied une Belgique divisée en quatre Régions. Une Région wallonne, une Région flamande, une Région bruxelloise et une Région germanophone. Exit la Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles), la Communauté flamande (déjà intégrée à la Région flamande) et la Communauté germanophone.

En compagnie du professeur Giuseppe Pagano, spécialiste en Finances publiques à l'UMons, *La Libre* s'est demandé si cette formule était envisageable. Avec un petit focus sur la viabilité financière d'une éventuelle Région germanophone. “En tant qu'entité économique, dans les faits, ça ne changera pas grand chose. Les germanophones disposeraient des mêmes compétences que les trois autres Régions, notamment en matière d'aide aux entreprises. Il est vrai que l'entité germanophone est particulièrement petite, mais il faut comprendre que si elle peut survivre en tant que Communauté, on ne voit pas pourquoi elle ne pourrait pas survivre en tant que Région.”

Une Belgique à quatre Régions serait, pour le professeur Pagano, “plus simple institutionnellement. Cela permettrait aussi des économies d'échelle. Certes, on ne ga-



REPORTERS

Le professeur Pagano de l'UMons évoque les atouts d'une Belgique à quatre Régions.

Pour le professeur Pagano (UMons), une Belgique à quatre Régions serait plus lisible.

nera pas des milliards mais on économisera quand même des frais de fonctionnement”. Et notre interlocuteur de rappeler qu'aujourd'hui les Communautés n'ont pas de capacité fiscale: “Dans le cas d'une Belgique à quatre Régions, les germanophones disposeraient eux aussi de cette capacité fiscale. Ils pourraient modérer leurs recettes par rapport à leurs besoins. En termes d'autonomie politique, c'est un atout très important.”

Supprimer la Cocom

Pour la Région bruxelloise, la régionalisation complète de l'État aurait aussi un impact sur l'institution telle qu'on la connaît. En effet, aujourd'hui, les institutions régionales bruxelloises sont aussi composées de la Cocof (Commission communautaire française), de la VGC (Commission communautaire flamande) et de la Cocom (Commission communautaire commune). Ces trois organes sont chargés d'assurer, au sein de la Région, les compétences communautaires (Enseignement, Culture et autres matières “personnalisables”). La Cocom, plus particulièrement, gère des institutions qui n'ont pas opté en faveur d'une des deux Communautés de pays (soins de santé, aide sociale, etc.). “Dans le cadre d'une régionalisation complète, on pourra intégrer la Cocom à la Région bruxelloise. Par contre, pour la Cocof et la VGC, il faudra sans doute conserver quelque chose, notamment pour les questions d'enseignement”, précise encore Giuseppe Pagano.

En conclusion, on peut en déduire qu'à part la volonté non négligeable de certains partis flamands, et non des moindres, de refuser un statut de Région à part entière à Bruxelles, la mise en place d'une Belgique à quatre Régions est viable financièrement pour chacune des futures entités. Elle permettra aussi quelques économies d'échelle et une simplification importante des structures actuelles. “Pour le citoyen, la lisibilité sera plus grande.” Et Giuseppe Pagano de donner un exemple qui démontre que la situation actuelle n'est pas toujours claire non plus pour les élus. “Récemment, le ministre flamand Ben Weyts (N-VA) évoquait une initiative de la Communauté française en disant: ‘Les Wallons le font’”, conclut Pagano.

Stéphane Tassin